

Élections européennes : un électeur sur deux s'abstient DANS TOUTE L'EUROPE : LE REJET

Vingt-quatre millions ! C'est le nombre d'électeurs inscrits qui n'ont pas participé aux élections européennes. Un chiffre énorme que beaucoup aujourd'hui voudraient faire oublier. Or ce chiffre exprime le profond rejet qui est le cœur de toute la situation.

Pendant des mois, Macron n'a cessé de brandir la menace de l'extrême droite. La « lèpre nationaliste » (ce sont ses mots) allait faire basculer l'Europe dans le chaos. Un refrain relayé, répété en boucle du matin au soir par tous les médias. Un refrain repris également par nombre de responsables politiques et syndicaux qui sont allés jusqu'à accuser les abstentionnistes d'être l'instrument de ce chaos.

« On ne marche pas »

Malgré ce traitement de choc, un électeur sur deux a dit : « On ne marche pas. » C'est comme cela dans toute l'Europe. Et c'est l'expression d'un immense rejet de l'Union européenne, du gouvernement, des partis qui se confondent avec ces institutions et des politiques destructrices menées à tour de rôle par les uns et par les autres.

Dans son édition du 27 mai, *Le Figaro* parle d'une réplique du séisme de 2017. Et de fait, la gauche ou ce qu'il en restait n'est plus qu'un amas de décombres. Le PS, qui a plusieurs fois exercé le pouvoir, représente désormais... 3 % des électeurs inscrits. Le PCF, le mouvement de Benoît Hamon, disparaissent quasiment...

Les Républicains, issus du parti fondateur de la V^e République, colonne vertébrale de ses institutions, représentent aujourd'hui moins de 5 % des électeurs.

Dans ce champ de ruines politique, le parti du président de la République représente 11 % des électeurs inscrits...

Définitivement « hors-sol », la porte-parole du gouvernement, le soir du 26 mai, affirme : « *Le message qui est envoyé par les Français n'est pas un message d'une crise politique.* » *Le Monde* cite un proche du président de la République qui se réjouit : « *Il n'y a pas de défiance...* »

Et l'Élysée, le soir du 26 mai, ose déclarer : « *Le chef de l'État compte intensifier l'acte II de son quinquennat (...). Les orientations annoncées après le grand débat vont se poursuivre, l'objectif est que les Français puissent ressentir le changement...* »

La base de ce gouvernement n'a jamais été aussi faible, aussi étriquée...

Et c'est pourtant lui qui entend amplifier sa politique destructrice et engager, après les projets de loi contre la fonction publique, l'école et la santé, les réformes de l'assurance chômage, des retraites... Certains expriment d'ailleurs leur inquiétude. La chronique des *Échos* en date du 27 mai se conclut ainsi : « *Après six mois d'arrêt pour cause de "gilets jaunes", (Macron) doit donc relancer au plus vite le cours de son quinquennat... sans l'élan que lui aurait donné un succès électoral.* »

Les élections ne sont qu'un reflet déformé de la réalité. Tous les partis qui ont encadré, vertébré la V^e République sont dorénavant balayés. Le gouvernement, quoi qu'il en dise, est massivement rejeté, comme sont massivement rejetés l'Union européenne et ce système au service du capital. Au même moment, les chefs des gouvernements britannique et autrichien sont contraints à la démission ; le Premier ministre grec est obligé de convoquer des élections anticipées, la coalition au pouvoir en Allemagne est au bord du gouffre.

L'ampleur de ce rejet – et tout particulièrement de l'abstention massive – qui s'est exprimé dans ces élections a un contenu : pour des millions, il n'y a pas d'issue politique dans ce cadre. Cette situation est porteuse des plus importants développements sur le terrain de la lutte de classe.

La révolte des Gilets jaunes surgie il y a six mois, en dehors de tout contrôle exercé par les directions du mouvement ouvrier qui s'accrochent tant qu'elles peuvent au maintien du système, en sont l'expression et le signe annonciateur. Comme d'ailleurs le mouvement par lequel les travailleurs des services des urgences s'organisent par eux-mêmes pour contrôler leur grève.